



PREFECTURE GUADELOUPE

Arrêté n °2012111-0006

**signé par PREFET - M. Amaury de SAINT- QUENTIN (Préfet de la Guadeloupe)
le 20 Avril 2012**

Préfecture de la Guadeloupe

Arrêté n °2012-426 portant prescriptions
complémentaires à la société de rhumerie
BOLOGNE sise à Basse- Terre



PREFET DE LA REGION GUADELOUPE

SECRETARIAT GENERAL

Basse-Terre, le

20 AVR. 2012

Direction des collectivités territoriales
et des affaires juridiques

Bureau des relations administratives

N° 2012- 426 DICTAJ/BRA

ARRETE

portant prescriptions complémentaires pour la distillerie de Rhum Agricole exploitée par la Société Agricole de BOLOGNE sur le territoire de la commune de Basse-Terre, Habitation Bologne, Section rivière des Pères

LE PREFET DE LA REGION GUADELOUPE
PREFET DE LA GUADELOUPE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative, plus précisément le titre 1er du livre V et notamment l'article L 511-1,

Vu le Code de l'environnement, partie réglementaire, plus précisément le titre 1er du livre V de la partie réglementaire et notamment les articles R 512-31 et R 512-45,

Vu le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910 combustion ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

Vu la circulaire du 05 juillet 2011 relative à l'application de l'article L. 214-18 du code de l'environnement sur les débits réservés à maintenir en cours d'eau ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Guadeloupe approuvé par arrêté préfectoral le 30 novembre 2009 et en particulier les dispositions 72, 73 et 74 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 autorisant la Société Agricole de BOLOGNE à exploiter une distillerie de Rhum Agricole sise Habitation Bologne, Section rivière des Pères, sur le territoire de la commune de Basse-Terre ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-058 AD/1/4 du 17 janvier 2008 complétant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-1235 AD/1/4 du 6 août 2009 complétant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-075 AD/1/4 du 26 janvier 2010 complétant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions en date du 16 février 2012 de l'inspection des installations classées ;

Vu la note complémentaire relative au paillage à la bagasse ou mulching transmise le 13 mars 2012 ;

Vu l'avis en date du 13 mars 2012 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 mars 2012 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de commentaire du demandeur sur ce projet ;

Considérant que, lors de l'instruction de la demande d'autorisation initiale (régularisation) de la distillerie BOLOGNE l'autorisation du prélèvement d'eau de la distillerie avait été renvoyée à une procédure « loi sur l'eau » du fait de prédominance des usages purement agricoles (irrigation) sur les usages industriels de l'eau prélevée, prédominance inversée depuis du fait du recours aux effluents traités pour l'irrigation et qu'il convient donc d'intégrer explicitement ce prélèvement dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter du site ;

Considérant toutefois que, les études initiales datant de 2003 doivent sur certains points être complétées pour permettre la régularisation effective de l'ouvrage et ce conformément à la circulaire du 05 juillet 2011 susvisée et aux préconisations du SDAGE Guadeloupe ;

Considérant en outre que, la valorisation agronomique des effluents de la distillerie BOLOGNE avait bien été décrite dans le dossier de demande d'autorisation et que la zone concernée par l'épandage avait notamment fait l'objet d'une étude préalable référencée 4395-R1564/03/FB jointe au dossier de demande soumis à enquête mais que le parcellaire précis n'avait pas été joint à l'arrêté d'autorisation initial ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de compléter les prescriptions applicables à l'exploitation de la distillerie BOLOGNE et donc de modifier les arrêtés préfectoraux du 25 février 2005 et du 26 janvier 2010 susvisés ;

Considérant en outre que, le traitement des effluents par méthanisation mis en œuvre peut présenter des risques et inconvénients et nécessite d'être encadré par des prescriptions techniques complémentaires comme préconisé par la circulaire du 24 décembre 2010 susvisée ;

Considérant enfin les plaintes des riverains relatives à la restitution des eaux prélevées, à la dispersion des rejets atmosphériques, à la gestion des déchets ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet du Préfet,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1- Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société Agricole de Bologne dont le siège social est situé à Basse-Terre, Habitation Bologne, Section rivière des Pères, dénommée ci-après exploitant, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 25 février 2005 et du 6 août 2009 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Basse-Terre, Section rivière des Pères, 97100 BASSE-TERRE, de ses installations telles que détaillées à l'article 1.2 de l'arrêté du 25 février 2005 modifié.

1.1.2- Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont abrogées par le présent arrêté :

<i>Références des arrêtés préfectoraux antérieurs</i>	<i>Références des articles dont les prescriptions sont abrogées ou modifiées</i>	<i>Nature des modifications (abrogation, modification, ajout de prescriptions)- Référence des articles correspondants du présent arrêté</i>
2005-205 AD1/4 du 25 février 2005	Art 2 conditions générales de l'autorisation	Modifié par l'article 2 du présent arrêté : ajout d'un article 2.6 prescrivant la transmission d'un bilan annuel
	Art 3 limitation des prélèvements en eau	Abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 3 du présent arrêté.
	Art 9.1 zone d'épandage autorisée	Abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 4 du présent arrêté et son annexe I.
	Titre V (art 23 à 27) déchets	Abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 5 du présent arrêté
	Art 15.1 ,15.2 et 15.3	Abrogés et remplacés par l'article 6 du présent arrêté afin de réglementer les rejets du moteur biogaz
	Art 28	Modifié par l'article 7 du présent arrêté : ajout d'un article 28.22 réglementant le méthaniseur et le moteur biogaz
2009-1235 AD/1/4 du 6 août 2009	Art 6 biogaz	Supprimé et remplacé par les articles 5 et 6 du présent arrêté qui réglementent les rejets biogaz et la méthanisation.
2010-75 AD/1/4 du 26 janvier 2010	-	Suppression : arrêté identique à l'arrêté n° 2010-75 AD/1/4 du 26 janvier 2010 (erreur matérielle)

ARTICLE 2 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 2

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives aux conditions générales de l'autorisation sont complétées par l'ajout des dispositions suivantes :

« 2.6 – Information préalable au démarrage de la campagne et bilans annuels

L'activité de distillation étant saisonnière, l'exploitant informe l'inspection chaque année au moins 15 jours avant la date prévue du démarrage de ses installations de distillation et de la durée, prévisionnelle, de la campagne.

L'exploitant transmet au plus tard 31 mars de l'année n+1 un bilan de l'année n reprenant :

- la durée effective de la campagne et les quantités d'alcool distillées ;
- la consommation annuelle d'eau (article 3.2.2);
- le bilan complet de l'épandage et du suivi agronomique associé (tel que prévu à l'art. 9.3) ;
- le bilan du fonctionnement de l'installation de méthanisation : durée de la montée en charge (j), volume d'effluent traité, quantité de digestat extrait et sa destination (article 26.3), quantité d'effluent méthanisé épandu, quantités de biogaz produites et quantités de biogaz valorisées ;
- les quantités de déchets produits (article 27) et les filières de traitement retenues : ce bilan fait notamment apparaître la quantité de bagasse valorisée thermiquement sur le site ;
- la quantité d'électricité produite par le site ;
- les résultats des mesures à l'émission sur les rejets de la chaudière bagasse et du moteur biogaz ou de la torchère (article 16) ;
- le cas échéant le résultat des mesures de bruit (article 22).

L'exploitant précise le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats de ce bilan font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou présentent des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires. »

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 3

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives à la limitation des prélèvements d'eau sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 3.1 – Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau non restitués qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes établies sur la base de 150 jours de distillation :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)	
			Horaire	Journalier
Eau de surface	Rivière des Pères	27000	20	180
Réseau public	Basse Terre	365	-	1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau. L'eau de surface ainsi prélevée est utilisée pour :

- l'imbibition de la canne ;
- la condensation des vapeurs de tête des colonnes de distillation ;
- l'alimentation de la chaudière en eau ;
- les lavages divers.

Les effluents liquides générés (6 à 7 m³/h) après traitements alimentent une lagune reliée au réseau d'irrigation du site. En campagne, le flux d'eau potentiellement utilisable pour l'irrigation des cannes est donc de 17 000 m³/an. Hors période de distillation, l'eau brute est également est ponctuellement utilisée pour l'irrigation à hauteur de 3 000 m³/an au plus..

3.2 – Nature de l'ouvrage

3.2.1 – Localisation

L'exploitant est autorisé à prélever dans les eaux superficielles de la Rivière des Pères par un ouvrage de captage, ci-après dénommé « prise d'eau BOLOGNE ».

Cours d'eau	Code de la masse d'eau	Appellation	Commune	Section / parcelle	X	Y	Altitude
Rivière des Pères	FRIR 25	Prise d'eau BOLOGNE	SAINT-CLAUDE	BD	635845	1770624	55 m NGG

3.2.2 – Caractéristiques des ouvrages (prise d'eau et canal d'aménagé)

L'ouvrage de prise d'eau est constitué d'un mur seuil en épi en travers du lit de la rivière des Pères débouchant sur une roche percée faisant office de siphon.

L'ouvrage est aménagé de manière à maintenir en tout temps, dans le cours d'eau au droit ou à l'aval de l'ouvrage, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux. Il ne doit pas constituer un obstacle à la migration des poissons et crustacés.

Un débit minimum biologique doit ainsi être réservé en aval de la prise tel qu'indiqué à l'article 3.2.3.

L'eau prélevée chemine ensuite de manière gravitaire sur environ 1000 m jusqu'à la distillerie pour partie via des canaux bétonnés, pour partie via des conduites souterraines (buses).

Les plans précis de masse de l'ouvrage de prélèvement lui-même ainsi que celui du cheminement de l'eau jusqu'à la distillerie sont transmis au service d'inspection deux mois après la notification du présent arrêté.

L'alimentation finale de la distillerie est réalisée via une conduite munie d'un compteur volumétrique et débit-métrique. Ce compteur est relevé tous les jours et ce relevé fait l'objet d'un enregistrement tenu à disposition des services de police de l'eau et de l'inspection des installations classées.

Compte tenu de la conception séculaire de l'ouvrage, la majeure partie de l'eau prélevée est restituée en différents points en amont ou en aval du piquage alimentant la distillerie et seul un débit maximal de 18 m³/h est en campagne utilisé pour les besoins de la distillerie.

Toute modification de cet ouvrage doit être compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. Le projet de modification doit être porté avant réalisation à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.2.3 – Débits prélevés, débits réservés et débits restitués, continuité écologique.

L'ouvrage n'a pas fait l'objet d'étude préalablement à son implantation.

L'exploitant fait réaliser les études complémentaires suivantes :

- détermination du débit minimum biologique et du module naturel du cours d'eau : ces études seront menées conformément aux dispositions de la circulaire du 5 juillet 2011 susvisée et de ses annexes ;
- diagnostic d'évaluation de l'incidence de l'ouvrage sur la continuité écologique de la rivière ;
- diagnostic d'évaluation des conditions de restitution actuelles et leur acceptabilité au regard du milieu naturel et humain : l'impact de cette restitution sur les inondations constatées sur certains terrains de la « cité Bologne » sera en particulier examiné ;
- proposition le cas échéant des mesures compensatoires ou correctrices à mettre en œuvre (modification de l'ouvrage de prélèvement, des ouvrages de restitution ...).

Si des travaux de mise en conformité sont requis, les délais nécessaires à leur réalisation seront proposés sans pouvoir excéder 36 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

3.3 – Autres dispositions

3.3.1 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux et d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

3.3.2 – Signalisation

Au droit du point de prélèvement l'exploitant est tenu de mettre en place un panneau d'information rappelant les principales caractéristiques du captage et l'interdiction de la pêche sur les dispositifs de circulation des poissons et des crustacés construits dans le lit du cours d'eau.

3.3.3 - Entretien – Travaux

a) De l'ouvrage de prélèvement lui-même

Le seuil, la retenue et les ouvrages et moyens d'évaluation du volume prélevé doivent faire l'objet d'un entretien régulier.

En particulier, l'exploitant est tenu d'aménager et d'entretenir une passe à crustacés destinées à assurer la circulation de la faune aquatique et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour éviter sa pénétration dans les canaux de dérivation.

Tous les travaux sur l'ouvrage doivent être porté à la connaissance du préfet avant réalisation afin que des prescriptions adaptées soient prescrites.

b) Des canaux et conduites

L'exploitant doit entretenir les canaux et conduites afin notamment de limiter les pertes en eau.

Lors des opérations de curages, l'exploitant prend toutes les précautions pour limiter les risques de remise en suspension de matières.

3.4 – Abandon définitif

L'abandon définitif du captage est le cas échéant signalé à l'inspection des installation classées afin que les modalités de remise en état des lieux soient établies (remise en état primitif des lieux ou maintien partiel ou total des ouvrages). »

ARTICLE 4 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 9.1

Les prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives aux zones d'épandage autorisées sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'ensemble des effluents (vinasse, fond de cuve, eaux de lavage) après méthanisation et lagunage ainsi que les boues de méthanisation (digestats) et cendres et poussières de bagasse issues de la chaudière du site font l'objet d'une valorisation agronomique par épandage. Cet épandage est réalisé sur les communes de Basse-Terre et Saint-Claude pour partie via un système fixe d'irrigation et pour partie par épandage tracté classique. Les parcelles concernées sont choisies parmi les parcelles reconnues aptes selon les conclusions de l'étude agro-pédologique jointe au dossier de demande d'autorisation, parcelles listées en annexe au présent arrêté. L'épandage est en particulier interdit à moins de 50 m d'une habitation ou de 100 m des berges d'un cours d'eau.

L'exploitant respecte les recommandations du code des bonnes pratiques agricoles figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993.

Certaines parcelles visées par le plan d'épandage font en outre l'objet d'un paillage à la bagasse ou mulching.

Toute modification du périmètre d'épandage fait l'objet d'un dossier établi conformément à l'article R.512-33-II du code de l'environnement. »

ARTICLE 5 DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les prescriptions du titre V Traitement et élimination des déchets de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives aux déchets produits par l'établissement sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 5.1.1. « ARTICLE 23 - LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des sous-produits et déchets issus de ses activités, selon notamment les meilleurs techniques disponibles en s'appuyant sur le document de référence en vigueur.

L'exploitant doit être en mesure de justifier de l'élimination ou de la valorisation de tous les sous-produits et déchets qu'il produit.

Le stockage et le transport de ces sous-produits et déchets se fait dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie...) pour les populations et l'environnement.

ARTICLE.5.1.2 « ARTICLE 24 - SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

L'exploitant s'assure que le prestataire prenant en charge ses déchets d'emballage soit agréé pour ce faire. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités. L'exploitant doit passer avec ce dernier un contrat écrit précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser l'agrément du prestataire. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

ARTICLE .5.1.3. « ARTICLE 25 - CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS »

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier :

- les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées ;
- les aires d'entreposage de déchets susceptibles de s'envoler sont aménagées afin de prévenir ce réenvol.

ARTICLE.5.1.4. « ARTICLE 26 - DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS »

ARTICLE.5.1.5 « 26. 1 – À l'extérieur de l'établissement »

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

26. 2 – À l'intérieur de l'établissement

La bagasse est valorisée thermiquement dans la chaudière du site et utilisée en paillage (mulching) sur certaines parcelles du domaine agricole.

Les effluents aqueux (vinasses, eaux de lavage...) sont méthanisés dans l'installation de méthanisation du site ; le biogaz produit est valorisé énergétiquement dans un moteur dédié ou détruit (torchère); le digestat, les cendres de bagasse et les effluents méthanisés sont épandus.

Toute autre élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite et notamment l'incinération à l'air libre et la mise en dépôt à titre définitif (enfouissement) de quelque déchets que ce soit (cendre, déchets verts, bagasse, déchets métalliques ...).

26. 3 – Digestat (boues de méthanisation)

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de digestat et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant sa destination : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...).

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'article 9.3 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie du digestat .

26. 4 – Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des article R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 27 - DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes (déterminées sur la base de 150 jours de distillation par an) :

Type de déchets	Codes des déchets	Nature des déchets	Tonnage annuel	
			Produits	dont pouvant être traités à l'intérieur de l'établissement ou du domaine agricole si épandage
Déchets non dangereux	02 07 01	Bagasse	8000 t	} 7400 t (combustible) et 600 t (paillage des sols ou mulching) 3 120 t (épandage) 150 t (épandage) 0 t 0 t 0 t 0 t 0 t 0 t 0 t
	02 07 03	Boues de méthanisation (digestats)	3 120 t (94 t de MS)	
	10 01 02			
	15 01 03	Cendres volantes de bagasse	150 t	
	20 01 01	Palette bois	nd	
	20 01 02	Papiers cartons	2 t	
	20 01 39	Verre	0,4 t	
	20 03 01	Plastique	5 t	
	16 01	Déchets municipaux en mélange	nd	
	17 / 18	Pièces métalliques usagées	nd	
Déchets dangereux	13 01	Huiles usées	5 m ³	0 t
	10*	Huiles usées	5 m ³	0 t
	13 02	Bidons vides de produits chimiques	0,1 t	0 t
	06*		0,1 t	0 t
	15 01	Boues des séparateurs		
	10*	d'hydrocarbure		
	13 05			
	02*			

Les effluents traités par méthanisation puis épandus via le système fixe d'irrigation ne sont pas considérés comme des déchets. Pour mémoire il s'agit :

- des fonds de cuve : 40 m³/an ;
- des vinasses et eaux de lavage : 29 000 m³/an.

Leur épandage est réglementé par l'article 9 modifié de l'arrêté préfectoral du 25 février 2005.»

ARTICLE 6 GENERATEURS THERMIQUES

Les prescriptions des articles 15 et 16 de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives aux générateurs thermiques sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 15 - GENERATEURS THERMIQUES

15.1- Dispositions générales

Les installations de combustions sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions des arrêtés ministériels en vigueur relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement rangées sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

15.2 - Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
1	Chaudière	9,77 MWth	Bagasse
2	Unité de cogénération du biogaz	0,48 MWth	Biogaz
3	Brûleur de sécurité ou torchère	0,6 MWth	Biogaz

	Hauteur en m NGG	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h (a)	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	17	1	29000	6
Conduit N° 2	(b)	-	-	15
Conduit N°3	(b)	-	-	-

(a) le débit des effluents gazeux est exprimé en m³/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

(b) S'agissant d'appareils de puissance inférieure ou égale à 2 Mwth, la hauteur minimale du débouché à l'air libre des conduits 2 et 3 doit dépasser d'au moins 3 mètres le point le plus haut de la toiture surmontant l'appareil.

15.3 - Valeurs limites de rejets

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans les tableaux ci-après.

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n°1	Conduit n° 2
Teneur en O ₂	11%	5 %
CO (mg/Nm³)	250	1200
Poussières (mg/Nm³)	100	10
SO ₂ (mg/Nm³)	200	100
NO _x en équivalent NO ₂ (mg/Nm³)	500	525
H ₂ S	-	-
HF	-	5
HCl	-	10
COV Non Méthaniques (mg/Nm³)	50	50

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n° 2
Formaldéhyde, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h	-	40

ARTICLE 16 - CONTROLES ET SURVEILLANCE

L'exploitant fait réaliser au moins tous les ans sur les gaz issus des installations n°1 et 2 par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement et selon les méthodes normalisées en vigueur une mesure des paramètres suivants :

- débit ;
- CO ;
- O₂ ;
- Poussières ;
- SO₂ ;
- NOx.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées. A l'occasion du premier contrôle réalisé après la notification du présent arrêté, l'ensemble des polluants réglementés à l'article 15.3 seront mesurés. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. »

ARTICLE 7 INSTALLATIONS DE METHANISATION ET DE VALORISATION DU BIOGAZ

Les prescriptions de l'article 28 de l'arrêté préfectoral n°2005-205 AD/1/4 du 25 février 2005 relatives aux mesures particulières aux différentes installations sont complétées par l'ajout des dispositions suivantes :

« 28.22 - Dispositions spécifiques au méthaniseur et au moteur biogaz

28.22.1 Conception

L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement.

Elle est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

L'exploitant veille à maintenir entre les habitations occupées par des tiers et le méthaniseur ou digesteur une distance supérieure à 50 mètres.

La distance à maintenir entre le moteur biogaz et les habitations occupées par des tiers doit rester supérieure à 10 mètres ; cette même distance est maintenue entre le moteur biogaz et les zones de l'établissement mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammable (fioul, rhum, bagasse ...).

Ces distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures des locaux qui abritent ces équipements ou à défaut les appareils eux-mêmes.

Le bâtiment abritant le moteur biogaz, d'une superficie inférieure à 100 m², est situé à l'extérieur des bâtiments de stockage et d'exploitation, il ne communique avec aucun autre local et n'abrite aucun poste de travail. Tout projet d'extension de ce bâtiment devra être porté avant réalisation à la connaissance de l'inspection des installations classées, des dispositions techniques complémentaires s'appliquant aux bâtiments de plus de 100 m².

Le site étant déjà clôturé, l'exploitant met en place une signalétique adaptée restreignant l'accès de la zone méthanisation/biogaz aux personnes autorisées et signalant les risques spécifiques au biogaz.

28.22.2 Capacité

L'installation de méthanisation est destinée au seul traitement des effluents de la distillerie Bologne.

Elle est dimensionnée pour traiter 136 m³/j d'effluents et produire 2100 Nm³/j de biogaz (volume du méthaniseur : 2000 m³).

Elle est alimentée exclusivement par les effluents de la distillerie ci-après listés :

- boues de fonds de cuve,
- eaux de lavage,
- vinasses.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet avant réalisation.

Les effluents transitent par un bac tampon de 1000 m³ permettant de lisser le flux, puis sont méthanisés. Le traitement des eaux issues du méthaniseur est affiné par un bassin de lagunage de 1800 m³ (dont 400 m³ à minima nécessaire selon le dimensionnement de l'installation), puis alimente une cuve constituant la réserve d'eau pour l'irrigation. Un silo à boues de 15 m³ permet le stockage des boues ou digestats avant leur épandage.

28.22.3 Stockage du digestat

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat produit pendant la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible sauf si l'exploitant dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure de justifier la disponibilité.

28.22.4 Destruction du biogaz

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit (torchère) en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est muni d'un dispositif anti-retour de flamme.

28.22.5 Comptage du biogaz

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié au moins une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

28.22.6 Formation

L'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

28.22.7 Précautions lors du démarrage

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment

les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

28.22.8 Indisponibilités

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

28.22.9 Absence de locaux occupés dans les zones à risques

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

28.22.10 Canalisations et tuyauterie de biogaz

Les canalisations de biogaz sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08 15) ou par des pictogrammes. Elles sont reportées sur le plan de l'établissement.

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Elles sont en outre protégées des chocs et sont implantées en dehors des zones de manœuvre des véhicules.

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

28.22.11 Zonage atmosphère explosibles (ATEX).

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique (H_2S). Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.

Ces zones sont définies sans préjudice des dispositions du code du travail.

L'installation de méthanisation est intégrée aux zones à risques définies par l'exploitant en application de l'article 28.3 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2005 susvisé modifié. Dans les parties de l'installation de méthanisation/biogaz présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est en particulier interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.

Aucun stock de produit combustible n'est en particulier situé à l'intérieur d'une zone ATEX.

28.22.12 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

28.22.13 Soupape de sécurité, évent d'explosion

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif destiné à prévenir les risques de surpression ou de sous-pression, ne débouchant pas sur un lieu de passage et conçu et disposé pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme de maintenance préventive prescrit à l'article 28.22.20 et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Des événements / parois soufflables sont également mis en place dans les parties de l'installation recensées au titre du zonage ATEX prévu à l'article 28.22.11.

28.22.14 Exploitation

28.22.14.1. *Méthaniseur*

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des risques liés au biogaz.

La ligne de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du procédé. Elle est notamment équipée de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

28.22.14.2. *Moteur biogaz*

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

En cas d'anomalie(s) provoquant l'arrêt de l'installation toute remise en route automatique est interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination du (des) défaut (s) par le personnel d'exploitation au besoin après intervention sur site.

28.22.15 Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon fonctionnement des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant à minima sur la détection de CH₄ et de H₂S avant toute intervention.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Une vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité de l'exploitation, une dérogation au présent alinéa peut être sollicitée ponctuellement auprès de l'inspection des installations classées (demande écrite et justifiée).

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980 relatif à l'attribution de l'attestation d'aptitude concernant les installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.

Avant toute remise en service d'équipement ayant fait l'objet des travaux, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé. En particulier, l'étanchéité du digesteur, de ses canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant ou lors de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible d'avoir porté atteinte à leur étanchéité. L'exécution de ces contrôles et leurs résultats sont consignés.

28.22.16 Programme de maintenance préventive

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières.

Les entrées d'air parasites sont également recherchées.

Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

28.22.17 Composition du biogaz

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.

La teneur en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation et avant combustion est inférieure à 300 ppm.

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

28.22.18 Détection de gaz – détection incendie

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions 28.22.11, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de méthane et d'un détecteur de fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les dispositifs de détection déclenchent, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

28.22.19 Moyens de lutte contre l'incendie spécifiques

L'installation de méthanisation/biogaz est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- une ou plusieurs prises d'eau implantées de telle sorte que tout point de la limite de la zone de méthanisation / valorisation du biogaz se trouve, d'une part, à moins de 100 mètres d'une prise d'eau et, d'autre part, à moins de 200 mètres d'une ou plusieurs prises d'eau permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.

A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours.

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.

28.22.20 Isolement du réseau de collecte

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

ARTICLE 8 – ECHÉANCES

8.1. Actualisation de l'étude de dangers et du plan d'intervention interne

L'étude de dangers du site et le plan d'intervention interne sont actualisés dans un délai de 8 mois pour tenir compte de l'installation de méthanisation et des risques associés.

8.2. Conformité à l'article 7 du présent arrêté

Le méthaniseur ayant été conçu et mis en service avant la parution des textes réglementaires relatifs à la méthanisation, l'exploitant transmet sous 12 mois une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité de son installation avec les dispositions de l'article 7. Cette étude devra prendre en compte les

éventuelles mesures compensatoires complémentaires issues de l'actualisation de l'étude de dangers prescrite à l'article 8.1.

Si des travaux de mise en conformité sont requis, les délais nécessaires à leur réalisation seront proposés sans pouvoir excéder 36 mois à compter de la date de notification du présent arrêté complémentaire.

8.3. Etude de dispersion atmosphérique

Des rabattements de panaches gazeux incommodants pour le voisinage ayant été constatés, l'exploitant fait réaliser une modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques de ses installations de combustion (chaudière bagasse, moteur biogaz et installations de secours éventuelles). Les valeurs modélisées sont comparées aux critères de qualité de l'air réglementaires (art. R 221-1 et suivants du code de l'environnement). En cas d'identification de dépassement, les mesures compensatoires adaptées sont proposées.

Le cahier des charges de cette étude est soumis pour avis à l'inspection des installations classées avant commande.

L'étude est transmise au plus tard 12 mois après la date de notification du présent arrêté complémentaire.

Si des travaux de mise en conformité sont requis, les délais nécessaires à leur réalisation seront proposés sans pouvoir excéder 24 mois à compter de la date de notification du présent arrêté complémentaire.

8.4 – Synthèse des échéances

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
Art 2	Information de l'inspection préalablement au démarrage de la campagne de distillation	Tous les ans dès la prochaine campagne 15 jours au moins avant la date prévisionnelle de démarrage
Art 2	Bilan annuel de l'année (n)	Tous les ans avant le 31 mars de l'année (n+1)
Art 3.2	Plan précis de des ouvrages de prélèvement, acheminement et restitution	2 mois
Art 28.22.6	Justification de la formation du personnel	3 mois
Art 8.1	Actualisation EDD et PII	8 mois
Art 3.3	Etudes nécessaires à la régularisation du prélèvement d'eau	12 mois
Art 3.3	Travaux sur le prélèvement d'eau	36 mois
Art 8.2	Échéancier de mise en conformité des méthaniseurs avec les prescriptions du présent arrêté et de l'EDD actualisée	12 mois
Art 8.3	Etude de dispersion des rejets atmosphériques	12 mois
Art 8.3	Travaux de mise en conformité des émetteurs atmosphériques (chaudière, moteur ...)	24 mois
Art 8.2	Mise en conformité des méthaniseurs avec les prescriptions du présent arrêté (y compris rédaction des procédures réglementaires)	Selon l'échéancier proposé par l'exploitant mais au plus tard sous 36 mois
Art 16	Mesure des rejets atmosphériques incluant les rejets du moteur biogaz	Tous les ans Dès la première mesure à l'émission réalisée après notification du présent arrêté l'ensemble des nouveaux polluants réglementés par l'article 15.3 (par la suite le contrôle périodique portera sur les paramètres prévus à l'article 16 premier alinéa).

Les échéances rappelées supra s'entendent à compter de la date de notification de l'arrêté.

ARTICLE 9

Une copie du présent arrêté est affichée à la mairie de Basse-Terre pendant une durée d'un mois. L'accomplissement de cette formalité est attesté par un procès-verbal dressé par les soins du maire.

ARTICLE 10

En application de l'article L. 514-6 et R.514-3-1 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 11

Le Directeur de Cabinet du Préfet, le maire de Basse-Terre, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guadeloupe, le directeur de l'agriculture et de l'alimentation de Guadeloupe et le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au pétitionnaire.

Fait à Basse-Terre, le 20 AVR. 2012

Le Préfet



Amaury de SAINT-QUENTIN

ANNEXE I COMPLETANT L'ARTICLE 4 DU PRESENT ARRETE

Liste des parcelles concernées par le plan d'épandage

Réf : étude préalable réf 4395-R1564/03/FB du 10 décembre 2003.

Commune	Section	Parcelle	N° géocconcept	Superficie	Présence de zones exclues de l'épandage	Mode épandage	Nom local
Basse-Terre	AB	8	41590	4,17	Oui (1 et 2)	Fixe ou tracté	Grosse Roche
Basse-Terre	AB	19	41607	1,74	Non	Fixe ou tracté	Cajou
			41588	3,17	Non	Fixe ou tracté	Figuier
			41603	1,19	Oui (1)	Fixe ou tracté	Lezin
			41606	0,66	Non	Fixe ou tracté	Reine des chasseurs
Basse-Terre	AB	21	41605	4,04	Non	Fixe ou tracté	Hatte
Basse-Terre	AB	22	41602	1,09	Non	Fixe ou tracté	Bambou
Basse-Terre	AB	33	41599	1,07	Oui (2)	Fixe ou tracté	Tamarin
Basse-Terre	AB	185	41591	1,44	Oui (1)	Fixe ou tracté	Tomate
Basse-Terre	AB	189	41598	1,43	Oui (1)	Fixe ou tracté	Poirier
			41595	1,62	Non	Fixe ou tracté	Royale
Basse-Terre	AB	193	41592	0,88	Oui (1)	Fixe ou tracté	Surette
Basse-Terre	AB	204	41601	3,01	Oui (1)	Fixe ou tracté	Avocat
			41608	2,14	Non	Fixe ou tracté	Coulée
			41604	2,5	Oui (1)	Fixe ou tracté	Découverte
			41589	1,23	Non	Fixe ou tracté	Fromager
			41628	2,13	Non	Fixe ou tracté	Padock
			41600	1,05	Oui (2)	Fixe ou tracté	Savane
Saint-Claude	BD	84	115652	4,66	Oui (2)	tracté	La coulisse
			8321	1,12	Oui (1)	tracté	Abricot
			72571	7	Oui (1)	tracté	Bellevue
			115653	3,49	Non	tracté	Yves
Saint-Claude	BD	90	4596	0,35	Oui (1)	tracté	Mango
Saint-Claude	BD	92	32716	1,76	Oui (1)	tracté	Acajou
			72567	2,65	Non	tracté	Bande Roche
			32719	1,91	Non	tracté	Batterie
			72570	Exclue (3)	Exclue (3)	-	Bruno
			32720	1,89	Oui (1 et 2)	tracté	Cité
			169374	6,65	Non	tracté	Pistasson
			72569	1,12	Non	tracté	Ravine
			72565	2,58	Oui (2)	tracté	Servais
			72564	1,68	Oui (1)	tracté	Bazin
Saint-Claude	BD	94	32713	2,69	Non	tracté	Etang
			75563	4,6	Oui (1)	tracté	Giramande
			41597	1,94	Non	tracté	Jardin colon
			169375	5,75	Non	tracté	Maisonphone
			72566	2,94	Non	tracté	Mitan
			41593	3,06	Non	tracté	Parc
Total				92,4			

(1) : Présence sur la parcelle de zones exclues de l'épandage du fait de proximité d'habitations (maintien d'une zone tampon de 50 m)

(2) : Présence sur la parcelle de zones exclues de l'épandage du fait de proximité des cours d'eau Rivière des Pères et Ravine du Bion (maintien d'une zone tampon de 100 m du fait de la présence de pente supérieure à 7 %)

(3) : La Parcelle Bruno est traversée par la ravine du Bion et est donc exclue de ce fait de la zone apte à l'épandage.